

Communiqué final de la 14^{ième} Réunion des Partenaires du PFBC

«Efficacité dans la coordination, la mobilisation, la concertation et la communication »

La 14^{ème} Réunion des Partenaires/ conférence d'encrege du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC) s'est tenue les 8 et 9 octobre 2014, à Brazzaville. République du Congo. Elle avait pour thème central « Opportunités et défis – Climat et utilisation des terres dans le Bassin du Congo ». Organisée par la Facilitation des Etats-Unis d'Amérique et la République du Congo, avec l'appui financier des membres du consortium, notamment la Norvège et l'Allemagne et l'accompagnement de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), elle a connu la participation d'environ quatre cent cinquante personnes représentant la CEEAC, la COMIFAC, des Chefs de Missions Diplomatiques, des représentants des pays de l'espace COMIFAC, des institutions de recherche et de formation, des Institutions sous régionales, des organisations de la société civile, des foras et réseaux de la CEFDHAC et des partenaires techniques et financiers ainsi que du secteur Privé.

La réunion s'est articulée autour de neuf (9) sessions :

1. Première session : Cérémonie d'ouverture de l'atelier

Placée sous le patronage du Ministre d'Etat, Directeur du Cabinet de la Présidence de la République du Congo, six (6) allocutions ont ponctué cette cérémonie d'ouverture à savoir celle du:

- Facilitateur du PFBC,
- Son Excellence Crispin Sangale Rondo, Secrétaire général adjoint de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC)
- Son Excellence Stéphanie S. Sullivan, Ambassadeur des Etats Unis d'Amérique ;
- Son Excellence Monsieur Henri Djombo, Ministre de l'Economie Forestière et du développement Durable de la République du Congo,
- Son Excellence Madame Baiwong Djibergui Amane Rosine, Ministre de l'Agriculture et de l'Environnement du Tchad, Présidente en exercice de la COMIFAC,
- et le discours d'ouverture prononcé par le Ministre d'État, Directeur de Cabinet de la Présidence de la République du Congo, représentant Son Excellence Denis Sassou Nguesso.

Opening remarks focused on the impressive expansion of CBFPP member partners, the need for collective efforts by international donors and Central African governments toward forest conservation, and ideas for embracing ecotourism, promoting REDD+ outreach and education, and combating wildlife trafficking as next steps in CBFPP action. Of note, Minister Djombo affirmed the announcement of a regional conference on wildlife trafficking next spring, to address not just elephant ivory trafficking but all biodiversity, and develop a common action plan, sub-regional strategy, and Central African shared mechanism to receive international community assistance.

Cette Cérémonie d'ouverture a été rehaussé par la présence effective des ministres Bavon N'SA MPUTU ELIMA, Ministre de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et du Tourisme de la République Démocratique du Congo ; Madame Isabelle GAUDEILLE Ministre des Eaux et Forêts et pêches de la République Centrafricaine, Dr Daniel Reifsnyder, Secrétaire d'État Adjoint

en charge de l'environnement des Etats-Unis d'Amérique et de 8 Chefs de Mission Diplomatique en République du Congo.

Après la cérémonie d'ouverture, les participants ont suivi des sessions, organisée au tour des exposés et des question-réponses :

2. Deuxième session : REDD+ et le Développement à faibles Emissions pour la Croissance Economique Verte

La session technique inaugurale N°1 de la 14eme conference du PFBC s'est articulée sur le theme "REDD+ and Low Emissions development for green Economic Growth. La session avait comme but d'explorer le rôle de la protection des forêts et les autres types d'utilisation des terres comme l'agriculture ainsi que la gouvernance forestière dans la mise en œuvre réussie du mécanisme REDD+ dans l'espace COMIFAC. Facilitée par Serge Ngendakumana, Conseiller Principal à la Présidence de la République du Burundi, le publique a eu d'abord droit à une note brève de cadrage sur les principaux défis liés aux changements climatiques dans un contexte de promotion des économies vertes. Ensuite, quatre présentations d'experts ont rythmé les échanges sur des sujets variés et cohérents. Fabien Monteils de l'UN-REDD a fait un éclairage sur les Concepts REDD/REDD+, le développement durable et l'économie verte. Jean Christophe Carret de la Banque Mondiale quant à lui, s'est focalisé sur la croissance économique verte et REDD+. Dans cette même lancée, Honoré Tabuna (Expert CEEAC) a contextualisé le concept de l'économie verte pour l'Afrique Centrale et les stratégies de partenariat dans la perspective de maximiser les options de financements à travers les mécanismes mis en place par la CEEAC. Enfin, Ken Creighton (USAID) a tenté de démystifier, aux yeux du public les implications de la REDD+ dans la perspective de la gouvernance basée sur la REDD+, ses bénéfices ainsi que les leçons apprises. Il convient de retenir de cette session les grands messages suivants :

Il convient de retenir de cette session les grandes conclusions suivantes :

- Les avancées en matière de REDD+ dans d'autres bassins comme l'Amazonie et le Mekong ainsi que l'introduction des innovations à faibles émissions dans les économies nationales ont servi de tremplin dans les dynamiques de développement durable,
- Du fait du Changement climatique, l'Economie verte n'est plus un choix mais une obligation,
- Les défis spécifiques de la COMIFAC sont de transformer le capital naturel en capital productif d'une part et en capital humain d'autre part dans le contexte actuel où les tendances analytiques montrent que si rien n'est fait dans la zone COMIFAC, le taux de déforestation pourrait doubler d'ici 30ans,
- La bonne gouvernance des ressources naturelles est une nécessité pour les générations présentes et futures à travers les mécanismes novateurs d'utilisation des terres comme la REDD+ et d'autres meilleures pratiques
- REDD+ encourage le développement durable et les économies vertes de même qu'il permet une mise en cohérence d'agendas sectoriels

3. Troisième Session: l'impact de la CCNUCC et les processus internationaux sur les forêts d'Afrique Centrale.

Modérée par Madame Cecile Ndjebet, de la Société Civile, Coordinatrice de Cameroun Ecologie, la session a fait ressortir que : « Les enjeux liés aux changements climatiques affectent la gestion du patrimoine forestier du Bassin du Congo ».

En mettant en place le processus REDD, la convention a défini les directives pour sa mise en œuvre effective. Les pays de la sous région qui s'y sont engagés devront remplir ses obligations. Il s'agit entre autres de : (1) la promotion de l'agriculture durable ; (2) la sécurisation foncière ; (3) la prise en compte de la croissance démographique dans les politiques de développement ; (4) la gestion durable des ressources forestières en complémentarité avec les autres secteurs ; (5) la préservation et la mise en valeur du capital naturel ; (6) la gestion intégrée de l'eau par bassin versant; (7) la gestion de l'urbanisation ; (8) le renforcement des capacités humaines et institutionnelles ; (9) la mobilisation des ressources financières ; (10) la promotion de la recherche-développement ; (11) la planification de l'utilisation des terres et (12) le partage de l'information.

4. Quatrième Session: Mécanismes de financement de REDD+, la croissance de l'économie rurale, développement à faibles émissions, et la protection des forêts tropicales

Modéré par Clotilde Ngomba, Coordinatrice du Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo (FFBC), la session a relevé :

- La nécessité d'aligner le processus REDD+ avec les stratégies de développement, diminuer la complexité et simplifier le processus REDD+, continuer à travailler sur la gestion durable, la conservation des forêts et maximiser les bénéfices forestiers **autres que le carbone**.
- Les participants ont été informés des mécanismes de financement tel que le FCPF Banque mondiale, FEM, UN REDD, le PIF, les fonds de carbone, Green Carbone Fund, qui interviennent dans les différentes étapes du Processus REDD+ **mais** le Bassin du Congo semble ne pas en bénéficier du fait du manque d'informations sur le travail qui se fait dans la sous-région. Par ailleurs, les financements privés et les fonds philanthropiques existent à l'échelle internationale pour appuyer le processus REDD+ mais reste peu sollicité par le Bassin du Congo.

La session a souligné :

- Le fait que les financements publics affectés au développement des grands projets agricoles pourraient être néfaste à la REDD+.
- Pour certaines sources de financement, le risque pour les pays du Bassin du Congo, reste encore très élevé.
- Le faible taux de déforestation dans le Bassin du Congo serait à l'origine du manque d'attention.

5. Cinquième Session : Nouveaux Horizons: un Plan de Convergence Révisé Une discussion animée avec la COMIFAC et les partenaires du PFBC sur le processus de mise à jour, de rationalisation et de renforcement du Plan de Convergence -

Cette session a été modérée par François Busson de la Direction Générale de l'Union Européenne pour le Développement et la Coopération.

Les points ci-après ont été retenus :

- Le processus de révision du Plan de convergence demandé par les Ministres a été conduit et a permis d'élaborer un document structuré autour de 6 axes prioritaires et de trois axes transversaux.
- Après l'adoption de ce document en conseil des ministres, les enjeux majeurs sont l'appropriation du document par les partenaires et son opérationnalisation.

6. Sixième Session: Coopération communautaire transfrontalière et régionale en matière de conservation de la Faune:

Modéré par Philippe Mayaux, UE, il était question d'explorer des initiatives en cours visant à mobiliser les idées et inciter des actions concrètes par les gouvernements de l'Afrique centrale et internationaux, les ONG, le secteur privé, la société civile, et les jeunes pour la lutte contre le braconnage et le trafic de la faune.

- il ressort que les coopérations transfrontalières autour des aires protégées permet de :
 - protéger la faune sauvage qui est par nature transfrontalière à travers des activités conjointes de lutte anti-braconnage et de développement
 - Donner un espace de dialogue entre les états qui sont en situation de conflits
- Les actions de suivi policier et judiciaires sont fondamentales pour réduire le trafic des espaces sauvages.

7. Septième session: Aborder les causes de la déforestation et l'aménagement des terres en Afrique centrale.

Modérée par Richard Eba'a Atyi, CIFOR, cette session avait pour objectif d'explorer la protection des forêts et la productivité agricole, la collaboration intra-gouvernementale, et des systèmes innovants d'aménagement des terres .

Cette session conclut que :

- La reconnaissance des droits des communautés tant à la propriété des ressources forestières qu'à la propriété foncière peut contribuer à la gouvernance forestière et avoir un effet positif sur la lutte contre les changements climatiques.

- La gestion des concessions forestière montre qu'il est possible d'aboutir à une gestion rationnelle des terres incluant des activités industrielle et les besoins des communautés en terme d'espace pour les activités agricoles.
- Les Gouvernements puissent obliger les entreprises à faire des véritables plan de compensation, écologique et sociale et qu'il se donne des moyens de contrôler et de vérifier les engagements des sociétés.

8. Huitième Session : Sortir de la forêt pour sauver la forêt : Élargir l'engagement des partenaires dans tous les secteurs pour le développement optimal à faibles émissions.

Cette session avait pour objet de réfléchir sur le rôle des institutions, des communautés et des parties prenantes de la société civile afin que le processus REDD+ soit un processus trans-sectorielle.

Elle a été modérée par Eulalie Bashige, coordonnatrice régionale du REFADD .

Il ressort de cette session que :

- Le bien-être des communautés locales en Afrique centrale dépend de la bonne gouvernance forestière
- Cette bonne Gouvernance exige un partenariat inclusive et multi-acteur
- Les jeunes représentent 60% de la population du Bassin du Congo et on ne pourrait gérer la forêt sans eux
- La lutte contre la corruption exige une participation multi-acteurs

9. Session VI. Marché des idées et « Innovation alley »

Un marché des idées et une innovation alley ont été proposées aux participants. Ces sessions ont offert un cadre favorisant des échanges interactifs directs, la communication et le dialogue entre les partenaires du PFBC sur les initiatives novatrices et émergentes. Ces sessions étaient composées de 5 marchés et 17 innovateurs. Ci-dessous quelques conclusions des marchés des idées, les résumés synthétiques des présentations de l'innovation alley est disponible sur le site web du PFBC.

9.1. Marché des Idées n°1 - « Gouvernance et utilisation des terres » dans le contexte des changements climatiques en Afrique Centrale.

Facilitation : Alain Pénelon : Jean-Claude Ndo Nkoumou

Déroulement :

La session s'est ouverte avec la participation d'une 50aine de personnes et s'est déroulée en 3 phases :

- Les Présentations : 6 couvrant les défis de la gouvernance et de l'utilisation des terres ainsi que les outils de promotion.
- La séance de questions / réponses puis
- Le débat initié par un panel d'intervenants.

Éléments majeurs issus des débats du marché

- L'utilisation des terres est maintenant une question mûre pour être discutée à l'échelon local, national et régional.
- Tous les protagonistes de ce débat s'accordent sur un certain nombre de principes pour aborder ce sujet :
 - La planification est une étape inévitable : plan de zonage, plan d'affectation et tous les multiples outils disponibles (SIG, cartographie, atlas, etc.).
 - Le dialogue et le consensus sont des conditions sine qua none du succès de la planification. La superposition des usages sur un même espace deviendra une préoccupation croissante. La négociation et la flexibilité devront donc faire partie des règles du jeu.
 - Des alternatives devront être étudiées au cas par cas. Le développement de paysages durables, la promotion du reboisement et le ciblage d'investissement stratégiques sont des éléments de réflexion à prendre en compte pour ces alternatives.
- De même, la communication devra occuper une place majeure pour informer mais aussi pour soutenir la transparence des décisions.
- Les préoccupations du changement climatique vont obliger de changer les paradigmes de développement des pays de la région. *Mais le développement des pays passe-t-il indispensablement par les forêts ?*
- L'amélioration de la gouvernance par des outils locaux (certifications) ou nationaux (APV) ont un rôle important à jouer sur ces processus.

9.2 Marché des idées 2 : Formation et Recherche

Facilitation : Ibrahim Sambo, RIFFEAC et Damase P. Khasa, Université de Laval

Synthèse du Marché d'idées 2 sur la formation et la recherche dans le bassin du Congo

Thème: **La Formation Forestière et environnementale** au service du développement durable dans le Bassin du Congo : Résultats Novateurs sur le terrain des projets « Formation » du RIFFEAC

Le marché 2 s'est déroulé dans la salle 621 du Ministère des Affaires étrangères À Beazaville: Commencée vers 7.00PM, la rencontre s'est terminée à 10.00 PM avec 23 participants (représentants des institutions de formation, des ONGS, des partenaires financiers et techniques) et 7 présentations de projets de formation

- **Présentation générale des Résultats Novateurs en fin de projet PEFOGRN-BC / BAD-FFBC, GIZ, MAECD, U. Laval, Cerfo** (par Dr Ibrahim Sambo, Email: si_sambo@yahoo.fr)
- **Référentiels harmonisés et adoptés de métiers et de compétences pour des emplois types universitaires** (par Damase Khasa; Email: Damase.Khasa@ibis.ulaval.ca)
- **Référentiels harmonisés et adoptés de métiers et de compétences pour des emplois types techniques** (Par (Denis Durand, Email: d.durand@cerfo.qc.ca)
- **Présentation des programmes de formation continue** dans la sous-région: initiatives du WCS CEDAMM (Elyse Mazeyrac; Email: emazeyrac@wcs.org)
- **Présentation du consortium académique** (Prof Aliko Songolo; Email: asongolo@wisc.edu)
- **Présentation des modules de formation (technique et universitaire) adoptés projet OIBT** (Desirée NKWINKWA; Email: desiree-nkwinkwa@yahoo.com)

- Présentation des opportunités du projet PARAFE. (Régis Aristide Ngueregaye; Email: ngueregaye@yahoo.fr)

Après une période de questions-réponses et remue-méninge sur le futur durable en termes de financement de la formation et de la Recherche, les recommandations suivantes ont été formulées:

- Rec1: Les gouvernements nationaux devraient investir dans la formation supérieure et la recherche comme moyens essentiels et puissants pour contribuer à réduire la pauvreté et la faim ainsi que pour stimuler la croissance économique
- Rec2: Le Riffeac avec ses partenaires devraient trouver des mécanismes des financements durables pour la formation et la recherche (ex. fonds fiduciaire, fonds capitalisés)
- Rec3: Le Riffeac et ses partenaires devraient mobiliser des fonds additionnels pour le développement des formations en environnement (changement climatique, développement durable)
- Rec4: Le consortium académique est invité à travailler avec le Riffeac pour remplir sa mission et ses objectifs au sein de la sous région

9.3 Marché des idées 3 : Régime Foncier et la Société Civile, Eugène Messina, RERAC

Marché d'idées N°3

◆ Titre du Marché : **la réforme foncière, le processus REDD+ et la participation de la société civile**

◆ Nom du Modérateur : **Hervé MAIDOU**

◆ Titre des présentations et leurs auteurs

Titre des présentations	Auteurs
REED+ : Etat des lieux de la construction des stratégies nationales et implication des parties prenantes.	Igor TOLA KOGADOU (CN-REED- RCA)
Réforme foncière : Etats des lieux du processus dans la sous-région	Hon. Louis Roger ESSOLA ETOA (Président CPR/CEFDHAC)
REED+ et Réforme foncière : les craintes des communautés à la base	MESSE Venant- Coordonnateur REPALEAC-Cameroun
La prise en Compte du Genre dans les Mécanismes REDD+ : Portes ouvertes sur la Stratégie élaborée par le REFADD en matière de Genre	Eulalie BASHIGE, REFADD
Droit étatique, droit foncier: où se situe le problème?	Stéphane AKOA , Fondation Paul ANGO ELA Phillipe CARPE, CIRAD
La prise en compte de la restauration des paysages dans le processus REDD+	Dominique ENDAMANA, UICN

Objectifs du marché : Promouvoir un dialogue ouvert et participatif afin de garantir États des contributions de qualité pour conduire avec succès les réformes foncières et le processus REDD+

Recommandations/actions prioritaires

Recommandations/actions prioritaires	Destinataires
1- Restaurer des paysages et des terres déboisées et dégradées par un engagement multi-acteurs en lien avec la REDD+	Toutes les parties prenantes (gouvernements, secteur privé, société civile, communautés locales et autochtones)
2- Promouvoir l'aménagement durable et la certification forestière comme outil de promotion de la REDD+	Gouvernements, concessionnaires forestiers, société civile, communautés locales et autochtones
3- Mettre en place des cadres harmonisés et adapter le partage des bénéfices et avantages de la REDD+ en faveur des communautés locales et autochtones	Gouvernements, ONGs internationales et nationales, porteurs de projets.
4- Renforcer les réformes foncières et forestières en cours pour sécuriser les droits des communautés pour un accès à la terre et aux ressources naturelles	Gouvernements, parlementaires, société civile communautés locales et autochtones, ONGs Internationales
5- Renforcer les capacités des populations locales et autochtones et les ONGs qui les accompagnent sur le processus REDD+ et la réforme foncière	Institutions universitaires et de recherche, ONG internationales et partenaires
6- Appliquer strictement les sauvegardes et standards environnementaux et sociaux relatifs à la REDD+ (SESA, EIES, etc.	Gouvernements, organisations spécialisées, ONGs nationales et internationales, société civile.

Disponible en téléchargement sur le site web du PFBC : *DECLARATION DE LA SOCIETE CIVILE REGROUPEE AU SEIN DE LA CEFDHAC SUR LES REFORMES FONCIÈRES ET LE PROCESSUS REDD+ EN AFRIQUE CENTRALE - A l'occasion de la 14ème session du partenariat sur les forêts du bassin du Congo sur le thème : « opportunités et défis, climat et utilisation des terres dans le bassin du congo » : <http://pfbc-cbfp.org/actualites/items/cefdhac-d%C3%A9claration-rdp-14.html>*

9.4 Marché des idées 4 : Adaptation et Atténuation, Denis Sonwa, CIFOR

This market place of ideas provide opportunities for researchers and practitioners to present preliminary findings, initiate brainstorming and start discussions that can provide inputs relevant for the climate process to go beyond what is being done in REDD+ in relation to various land use and forest types in the region.

Overall key messages from panel discussions and session

- Risky to develop stand- alone carbon projects; adaptation is a priority for communities. Potentials to link mitigation and adaptation in synergy with emphasis on early planning to minimize trade-offs
- Countries in Central Africa need to move fast in developing their national adaptation strategies with strong indicators to determine cost of adaptation
- COMIFAC can also provide inputs by elaborating a regional approach to accompany individual countries in designing adaptation strategies and plans
- Empowering subnational and local economic development is important to achieve both adaptation and mitigation. Providing enabling environment for local economic activities and improve local governance is important for this approach
- Sustainable agriculture intensification was identified as relevant for both adaptation and mitigation for the Congo basin countries as it has potentials to reduce pressure on forest cover and provide for the livelihoods of forest dependent communities. However, more research, technology transfer and capacity building is required to accompany the idea
- Research which was highlighted as limited in the region was underscored as key to provide information and knowledge regarding (i) climate change vulnerability and adaptation options (ii) strong methodologies to understand adaptation and mitigation in the context of different land uses and different ecosystems – humid forest, arid and semi-arid and mangroves
- Adequate funding for research is required for the region

Please consult the following link :

[CBFP Partners' Meeting: Report - Market place of ideas No: 4 - Adaptation and Mitigation](#)

Central Topic : “Opportunities and Challenges for emerging themes on climate change in Central Africa” - Part one: presentations: Timber production and REDD+ in Central Africa (Richard Eba’ a Atyi, CIFOR) - Synergies between adaptation and mitigation in Central Africa : Realities from community forest and pilot projects. (Eugene Chia & Alba Saray Perez Teran, CIFOR) -Agriculture and climate change responses in Central Africa (Rachid Hanna, IITA) - Mangrove and lowlands in the face of climate change in Central Africa (Jason Ko, USFS) - MRV in arid and semi-arid areas of Central Africa (Cleto Ndikumagenge & Herve Maidou, FAO & Banque Mondiale) - Overall key messages from panel discussions and session... [Read more ...](#)

9.5 Marché des idées 5: Aires protégées - Concessions d'Aménagement Forestier Durable et le Trafic de la Faune, Antoine Eyebe, l'USAID / CARPE et PPECF / WCS

9.5.1 Marché des idées 5: Lutte contre le Trafic des espèces fauniques dans les aires protégées

Sept présentations ont été faites Durant cette session:

Deux d'ordre général:

Une sur la situation générale des aires protégées en Afrique central sur le plan de leur gestion.

Une deuxième sur l'approche de l'Union Européenne sur la protection de la faune sauvage pour les dix prochaines années.

Deux spécifiques à des paysages:

Une sur la gestion transfrontalière dans le paysage Nyungwe – Kibira landscape une aire transfrontalière entre le Rwanda et le Burundi. Une autre présentant l'approche de conservation en temps de crise dans la Dzanga Sangha (Segment de la TNS).

Deux présentant des nouveaux outils pour améliorer la gestion des aires protégés:

Une sur l'utilisation du Cyber tracker et une seconde sur l'utilisation de l'outil SMART

Une sur l'appui financier:

Elle présentait des schémas pour mettre en place des financements à long terme pour les aires protégées.

Résumé

- Deux problèmes majeurs affectant les aires protégées comprennent notamment les conflits armés, et les activités minières.
- La coopération transfrontalière est essentielle y compris pour les pays ne partageant pas d'aire protégée transfrontalière.
- L'approche participative est importante et pourrait intégrer les groupes armés
- Il est essentiel d'utiliser les nouvelles technologies pour un meilleur contrôle des aires protégées.
- Il est crucial de mettre en place des mécanismes de financement à long terme pour une gestion durable des aires protégées.

9.5.2 Marché des Idées 5-B : Concessions d'Aménagement Forestier Durable et le Trafic de la Faune

Modératrice Sophie DIROU, Directrice Forêts, TEREA Gabon.

L'objectif de ce marché des idées était de présenter les différents angles par lesquels la prise en compte de la faune pouvait être abordée dans les concessions forestières en Afrique Centrale. Ainsi les présentations ont comporté la vision de l'Agence Française de Développement, celle des

exploitants forestiers aménagistes, celles de différentes Organisations Non Gouvernementales de conservation et enfin celle d'une l'Administration en charge de la Faune.

Tout d'abord, M. Christophe DUCASTEL de l'AFD a exposé quatre axes à prendre en compte pour lutter contre le braconnage : dans les aires protégées, dans les concessions forestières, au niveau des frontières et enfin dans les conflits homme-faune. Cette présentation a notamment permis de rappeler les résultats d'une étude menée en 2010 par la Wildlife Conservation Society mettant en évidence les meilleures performances des entreprises certifiées au Gabon.

Ensuite Mme. Sophie DIROU de TEREAA a rappelé les trois grandes étapes pendant lesquelles les concessionnaires forestiers doivent prendre en compte la faune dans la gestion de leur forêt. Il s'agit de toute la phase de diagnostic avec des inventaires de faune et de chasse permettant ensuite de délimiter des zones d'intérêt conservatoire au sein des concessions forestières ; puis pendant la phase mise en œuvre du plan d'aménagement avec une stratégie à adopter permettant de mettre en œuvre un panel d'actions ; enfin la phase de suivi qui doit se focaliser non seulement sur le suivi opérationnel mais également le suivi de l'efficacité des mesures.

M. Eric ARNHEM de la WCS a ensuite énoncé les grands axes sur lesquels l'ONG s'appuie pour veiller à la conservation des populations animales des concessions forestières : un Suivi-Evaluation de la Gestion Faunique (SEGeF), la surveillance de la Lutte Anti-Braconnage à l'aide d'outils comme SMART, la professionnalisation du personnel notamment dans les concessions forestière à travers des formations et des appuis, et enfin le suivi stratégique en apportant des solutions pour le suivi de la faune.

M. Daniel TIVEAU a ensuite décrit une initiative de partenariat notamment entre le WWF, un concessionnaire FSC (la Compagnie des Bois du Gabon) et l'Administration en charge des Forêts gabonaise : le projet PROLAB. Ce projet se focalise en effet sur la mise en place d'une unité spéciale de coordination Min. Forêts, WWF, CBG (3 agents MinF, 2 WWF), sur le renforcement du règlement intérieur de CBG en matière de la gestion faune, sur la fermeture des routes par barrières et fermeture complète après exploitation, sur la sensibilisation, sur la régularisation des armes à feu des employés, sur les inventaires faune effectués avec WWF, WCS incluant une formation des employés de CBG aux études d'inventaire de faune et une analyse des résultats de surveillance. Les dernières évolutions de ce projet tendent à assurer la pérennisation à travers contribution des pétroliers.

Enfin M. Jean-Louis KAKOUA ATSIMA de l'Administration gabonaise en charge de la faune a présenté les initiatives de gestion de la faune au sein des concessions forestières dans la province du Haut-Ogooué mettant ainsi en exergue les conventions signées avec des compagnies telles que CEB-PreciousWoods et Rougier permettant d'initier des patrouilles de LAB, d'utiliser la méthode SMART pour le suivi des résultats de ces patrouilles.

Nos vifs remerciements à l'équipe logistique d'appui à l'organisation de la 14^{ième} Réunion des Partenaires du PFBC.

Nos vifs remerciements au Gouvernement de la République du Congo pour l'accueil chaleureux.

Tous les remerciements de l'équipe de la Facilitation du PFBC à tous les participants, les présentateurs, les facilitateurs des sessions. Grâce à votre appui, votre collaboration, votre disponibilité, votre participation active et proactive, à votre efficacité et à vos contributions appréciées, d'importantes conclusions ont été adoptées pour d'une part coordonner les discussions autour du thème « Opportunités et Défis: Climat et utilisation des terres dans le Bassin du Congo »

et d'autre part pour impulser une nouvelle dynamique à la COMIFAC, la Facilitation et au PFBC, et surtout pour encourager la mise en œuvre et le financement de REDD+ dans le Bassin du Congo, le développement à faible émission, l'intensification de la lutte contre braconnage, l'économie verte, le renforcement du cadre institutionnel et financier de la COMIFAC, et adresser les moteurs de la déforestation, le renforcement des capacités. C'est donc avec un immense plaisir que nous vous remercions de vous investir comme vous l'avez fait durant ces deux jours de travaux à Brazzaville au Congo.

Plus spécifiquement, nos sincères remerciements aux Facilitateurs/modérateurs des sessions de la 14ième Réunion des Partenaires et conférence d'ancrage du PFBC qui ont activement contribué à production du présent communiqué final de la réunion : Serge Ngendakumana (Présidence du Burundi) ; Cécile Ndjebet, coordonnatrice de Cameroun Ecologie, Clotilde Ngomba, FFBC ; François Busson UE-Direction Générale pour le Développement et la Coopération ; Alain Penelon, EFI ; Ibrahim Sambo, RIFFEAC et Damase P. Khasa, Université de Laval ; Eugène Messina, RERAC ; Denis Sonwa, CIFOR ; Antoine Eyebe, l'USAID / CARPE ; Sophie DIROU, Terre Environnement Aménagement (TEREA) ; Philippe Mayaux, UE-Direction Générale pour le Développement et la Coopération ; Richard Eba'a Atyi, CIFOR ; Leonard Usongo, UICN ; Eulalie Bashige, REFADD ; Dr Daniel Reifsnyder, Etats-Unis.

Fait à Brazzaville, le 09 octobre 2014

Les Participants